

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2012 — 2574

[C — 2012/29352]

12 JUILLET 2012. — Décret modifiant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Article 1^{er}. Dans l'article 24 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que notamment modifié par le décret du 8 mars 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « , ni pour l'admission aux subventions des établissements, sections ou autres subdivisions qui répondent aux dispositions prises en exécution de l'article 13, § 4, 1, a, de la présente loi » sont abrogés;

2° dans le paragraphe 1^{er}, il est inséré un alinéa rédigé comme suit entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 :

« La condition d'un an de fonctionnement n'est également pas requise pour l'admission aux subventions des établissements créés en application de l'article 6, § 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice. Les modalités de paiement des subventions sont déterminées par le Gouvernement. »

3° le paragraphe 2^{quinièmes} est remplacé par ce qui suit :

« § 2^{quinièmes}. Si le pouvoir organisateur ne se conforme pas à l'article 79, paragraphes 2, 3 et 4, à l'article 87, à l'article 88, paragraphes 1^{er} et 3 et à l'article 96, ainsi qu'aux dispositions de la section 1^{re}/1 du chapitre IX, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, la procédure prévue au § 2^{ter} est entamée. ».

Art. 2. Dans l'article 36, § 2, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le dernier alinéa, les mots « ou d'une procédure de licenciement à l'égard d'un membre du personnel temporaire » sont insérés entre les mots « lorsque dans le cadre d'une procédure disciplinaire » et les mots « , une mesure de suspension préventive a été prise à l'égard d'un membre du personnel »;

b) le dernier alinéa est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° au terme de la procédure de licenciement du membre du personnel temporaire, la décision de licenciement n'est pas maintenue par le pouvoir organisateur ».

Art. 3. L'article 36^{bis} de la même loi, tel qu'inséré par la loi du 11 juillet 1973 et modifié par l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986, est abrogé.

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux*

Art. 4. Dans l'article 20, § 2, de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, tel que remplacé par l'arrêté royal du 14 août 1981, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'article 43 de la même loi est également applicable aux centres. »

CHAPITRE III. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire.*

Art. 5. Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire, tel que modifié par l'arrêté royal n° 61 du 20 juillet 1982, le décret du 2 avril 1996 et complété par le décret du 24 juillet 1997, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, l'élève qui fait l'objet d'une exclusion définitive, quel que soit le moment de l'année scolaire où la décision est prise, n'est pas considéré comme élève régulier au 15 janvier de l'année scolaire précédente dans l'établissement qui l'a exclu, mais bien dans celui qui, le cas échéant, l'accueille après cette exclusion. »

CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit*

Art. 6. Dans l'article 7, § 2, de l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Les dispositions du § 1^{er} ne sont pas applicables aux membres du personnel en fonction de sélection ou en fonction de promotion à titre temporaire »;

2° dans l'alinéa 2 ancien, devenu alinéa 3, les mots « à l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 1^{er} ».

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal n° 184 du 30 décembre 1982 fixant la façon de déterminer, pour les instituts d'enseignement spécialisé de l'Etat et les homes d'accueil de l'Etat, les fonctions du personnel paramédical et du personnel attribué dans le cadre de l'internat*

Art. 7. Dans le chapitre III de l'arrêté royal n° 184 du 30 décembre 1982 fixant la façon de déterminer, pour les instituts d'enseignement spécialisé de l'Etat et les homes d'accueil de l'Etat, les fonctions du personnel paramédical et du personnel attribué dans le cadre de l'internat, il est inséré un article 15/1 rédigé comme suit :

« Article 15/1. Dans les limites du capital périodes, la fonction de psychologue peut être créée dans la catégorie du personnel psychologique ».

Art. 8. Dans le chapitre III du même arrêté royal, il est inséré un article 15/2 rédigé comme suit :

« Article 15/2. L'horaire du personnel paramédical, social, psychologique, administratif et auxiliaire d'éducation est défini comme suit :

1° les psychologues, les assistants sociaux et les surveillants-éducateurs d'internat assurent 36 à 38 heures par semaine;

2° les puériculteurs, les logopèdes, les kinésithérapeutes, les infirmiers et les ergothérapeutes assurent 32 à 36 heures par semaine;

3° Les commis-dactylographes, les comptables et les correspondants-comptables assurent 38 heures par semaine. »

CHAPITRE VI. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux*

Art. 9. Dans l'article 8 de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 20 décembre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 8, les mots « 30^e jour » sont remplacés par les mots « 90^e jour »;

2° dans l'alinéa 9, les mots « le 1^{er} juin » sont remplacés par les mots « le 1^{er} avril »;

3° dans l'alinéa 10, les mots « le 15 juillet » sont remplacés par les mots « le 15 juin ».

Art. 10. Dans l'article 10 du même arrêté royal, tel que remplacé par le décret du 19 juillet 1993, complété par le décret du 22 décembre 1994 et modifié par le décret du 2 avril 1996, le décret du 24 mai 2005 et le décret du 20 décembre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 7, les mots « le 1^{er} juin » sont remplacés par les mots « le 1^{er} avril »;

2° dans l'alinéa 8, les mots « le 15 juillet » sont remplacés par les mots « le 15 juin »;

Art. 11. Dans l'article 10*duodecies*, § 4, du même arrêté royal, tel qu'inséré par le décret du 20 décembre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « 30^e jour » sont remplacés par les mots « 90^e jour »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « le 1^{er} juin » sont remplacés par les mots « le 1^{er} avril »;

3° dans l'alinéa 3, les mots « le 15 juillet » sont remplacés par les mots « le 15 juin ».

Art. 12. Dans l'article 10*octodecies*, du même arrêté royal, tel qu'inséré par le décret du 20 décembre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 6, les mots « le 1^{er} juin » sont remplacés par les mots « le 1^{er} avril »;

2° dans l'alinéa 7, les mots « le 15 juillet » sont remplacés par les mots « le 15 juin ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire*

Art. 13. Dans l'article 4 de l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire, tel que complété par le décret du 20 juillet 2006, le 18° est remplacé par ce qui suit :

« 18° DENSITE DE POPULATION D'UNE COMMUNE : la densité de population d'une commune, telle qu'elle est publiée par le Service Public Fédéral de l'Economie.

A partir de l'année scolaire 2012-2013, la densité de population à prendre en considération est fixée pour une période de 5 années scolaires. La densité de référence est celle du 1^{er} janvier précédant de 2 ans le début de la période de 5 années scolaires.

La densité de population à prendre en considération pour une école ayant des implantations sur plusieurs communes est fixée sur base du calcul suivant : la population totale de ces communes est divisée par la superficie totale exprimée en km².

Pour un lieu d'implantation, la densité de population à prendre en considération est celle de la commune où se situe réellement cette implantation ».

Art. 14. Dans l'article 15 du même arrêté royal, le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'alinéa précédent n'est pas applicable aux écoles situées dans la zone ou dans les parties de zones visées par l'article 2*bis* du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement. »

Art. 15. L'article 19 du même arrêté royal, tel que complété par le décret du 20 juillet 2006, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le présent article n'est pas applicable aux écoles situées dans la zone ou dans les parties de zones visées par l'article 2*bis* du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement. »

CHAPITRE VIII. — *Disposition modifiant le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance*

Art. 16. L'article 15, § 3, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Pour le calcul des périodes d'accompagnement visé aux alinéas précédents, sont pris en considération les élèves inscrits au 15 janvier de l'année scolaire précédente, qui remplissaient à cette date, pour ce qui concerne les douze mois précédents, les conditions de fréquentation régulière des cours et des stages ou conventions au sein de l'établissement d'enseignement spécialisé où ils sont inscrits.

L'attribution des périodes d'accompagnement au Centre d'éducation et de formation en alternance visée à l'alinéa précédent demeure acquise en cas d'exclusion définitive de l'élève de l'établissement scolaire d'enseignement spécialisé coopérant ou en cas de rupture du contrat après le 15 janvier de l'année scolaire précédente.

Les alinéas 3 et 4 ne sont pas applicables à l'enseignement secondaire ordinaire ».

CHAPITRE IX. — *Dispositions modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 juillet 1991 relatif aux surveillances de midi dans l'enseignement maternel, primaire ordinaire et spécialisé*

Art. 17. L'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 juillet 1991 relatif aux surveillances de midi dans l'enseignement maternel, primaire ordinaire et spécialisé est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux écoles d'enseignement spécialisé de type 5 à l'exception des élèves externes à une structure hospitalière et relevant néanmoins de ce type d'enseignement ».

Art. 18. Dans l'article 2, 2^o, et l'article 3, § 1^{er}, du même arrêté, le mot « régulièrement » est chaque fois inséré entre le mot « élèves » et le mot « inscrits ».

Art. 19. Dans l'article 4 du même arrêté, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction ».

Art. 20. L'article 5 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement du 11 mai 1999, l'arrêté du Gouvernement du 8 novembre 2001 et le décret du 13 décembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Article 5. Le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur ou son délégué dans l'enseignement subventionné par la Communauté française obtient une dotation ou une subvention en vue de rémunérer les personnes auxquelles il confie la surveillance du temps de midi dans la mesure où les prescriptions du présent arrêté sont respectées ».

Art. 21. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Article 6. La dotation ou la subvention visée à l'article 5 du présent arrêté s'élève à un taux horaire de 5 EUR.

Cette somme sera indexée annuellement au 1^{er} janvier sur base de l'indice des prix à la consommation avec pour indice de référence celui du mois de janvier 2006 ».

Art. 22. Dans l'article 8 du même arrêté, les mots « Services de vérification du Département » sont remplacés par les mots « Services du Gouvernement ».

Art. 23. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. Les dotations et les subventions prévues aux articles 5 et 6 se paient sur production d'un état de prestations établi par le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur ou son délégué dans l'enseignement subventionné par la Communauté française et transmis aux Services du Gouvernement, au plus tard le 30 septembre de l'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle les surveillances de midi ont été effectuées.

A défaut, les dotations ou les subventions ne seront pas octroyées ».

CHAPITRE X. — *Dispositions modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

Art. 24. Dans l'article 5ter, § 8, alinéa 1^{er}, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, le 1^o est complété par les mots « selon la structure qui existait dans ces établissements au 1^{er} octobre de l'avant-dernière année scolaire qui précède la fusion ou la restructuration; ».

Art. 25. L'article 19 du même décret, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 19 juillet 2011, est complété par un paragraphe 6 rédigé comme suit :

« § 6. Les normes requises pour la création de la première année commune, de la première année du deuxième ou du troisième degré de l'enseignement général, de l'enseignement technique de transition, de l'enseignement artistique de qualification, de l'enseignement professionnel, de l'enseignement artistique de transition et de l'enseignement artistique de qualification, doivent être atteintes au 1^{er} octobre de l'année de création.

Les normes requises pour la création d'une option doivent être atteintes au 1^{er} octobre de l'année de création. »

CHAPITRE XI. — *Dispositions modifiant le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné*

Art. 26. L'article 74, § 2, alinéa 2, du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné est remplacé par les alinéas suivants :

« La décision définitive est prise par le pouvoir organisateur dans le mois qui suit la réception de l'avis.

Elle reproduit l'avis motivé de la chambre de recours. Elle est, elle-même, motivée si elle s'écarte soit de l'avis, soit de la motivation de celui-ci.

Le pouvoir organisateur notifie sa décision à la chambre de recours et au requérant. ».

Art. 27. Dans l'article 81, § 1^{er}, du même décret, l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 28. Dans l'article 89, alinéa 1^{er}, du même décret, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o indépendamment de la poursuite ou non de la procédure disciplinaire, le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive ou bénéficie d'une suspension du prononcé, et ce qu'elle soit ordonnée par une juridiction de jugement ou par une juridiction d'instruction, pour au moins un des faits qui ont justifié la procédure pénale. »

Art. 29. L'article 90bis, § 2, du même décret est complété par un 3^o rédigé comme suit :

« 3^o concomitamment à la mise en œuvre d'une procédure de licenciement dudit membre du personnel temporaire ou concomitamment à une procédure de fin d'engagement à titre temporaire d'un membre du personnel exerçant une fonction de sélection ou de promotion. ».

Art. 30. Dans l'article 90quater, alinéa 1^{er}, du même décret, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive ou bénéficie d'une suspension du prononcé, et ce qu'elle soit ordonnée par une juridiction de jugement ou par une juridiction d'instruction, pour au moins un des faits qui ont justifié la procédure pénale. »

CHAPITRE XII. — *Dispositions modifiant le décret du 6 juin 1994
fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné*

Art. 31. L'intitulé du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné est remplacé par ce qui suit :

« Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ».

Art. 32. Dans l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, les mots « à l'article 100, § 3, » sont remplacés par les mots « à l'article 100bis ».

Art. 33. Dans l'article 4, 2^o, alinéa 3, du même décret, les mots « au mois » sont remplacés par les mots « au moins ».

Art. 34. Dans l'article 27bis, alinéa 2, du même décret, les mots « trois mois » sont remplacés par les mots « nonante jours ».

Art. 35. Dans l'article 30, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les alinéas 3 et 4 sont remplacés par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le chef d'établissement ou un délégué pédagogique du pouvoir organisateur établit, au plus tard le 31 octobre, un rapport de service, conforme aux modalités fixées par la Commission paritaire centrale et soumis au visa de l'intéressé.

Si le membre du personnel estime que le contenu du rapport n'est pas fondé, il en fait mention en le visant et, dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de ce rapport, il a le droit d'introduire un recours devant la Chambre de recours visée à l'article 75. Le membre du personnel qui fait usage de son droit de recours en notifie immédiatement une copie à son pouvoir organisateur. »

2^o dans l'alinéa 5, les mots « Commission paritaire locale » sont remplacés par les mots « Chambre de recours »;

3^o entre les alinéas 5 et 6, il est inséré trois alinéas rédigés comme suit :

« La Chambre de recours donne son avis au pouvoir organisateur dans un délai de 45 jours à partir de la date de réception du recours.

Le pouvoir organisateur prend sa décision dans un délai de 30 jours à partir de la réception de l'avis visé à l'alinéa précédent et notifie sa décision à la Chambre de recours et au membre du personnel. Le cas échéant, le pouvoir organisateur indique les raisons pour lesquelles l'avis de la Chambre de recours n'a pas été suivi.

S'il omet de se prononcer dans le délai requis, la décision est réputée conforme à l'avis. »

Art. 36. Dans les articles 36bis, 36ter et 36quater les mots « d'un mois » sont chaque fois remplacés par les mots « de trente jours ».

Art. 37. Dans l'article 60 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 5, alinéa 1^{er}, 1^o, les mots « article 70 » sont remplacés par les mots « article 65, § 2bis, »;

2^o dans le paragraphe 6, alinéa 1^{er}, les mots « trois mois » sont remplacés par les mots « nonante jours ».

Art. 38. Dans l'article 61, alinéa 2, 5^o, du même décret, le mot « 5^o » est inséré entre le mot « 4^o » et le mot « 6^o ».

Art. 39. Dans l'article 62, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 1^o, le mot « 5^o » est inséré entre le mot « 4^o » et le mot « 6^o »;

b) le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o indépendamment de la poursuite ou non de la procédure disciplinaire, le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive ou bénéficie d'une suspension du prononcé, et ce qu'elle soit ordonnée par une juridiction de jugement ou par une juridiction d'instruction, pour au moins un des faits qui ont justifié la procédure pénale. »

Art. 40. L'article 63ter, § 1^{er}, du même décret est complété par un 3^o rédigé comme suit :

« 3^o concomitamment à la mise en œuvre d'une procédure de licenciement dudit membre du personnel temporaire ou concomitamment à une procédure de fin de désignation à titre temporaire d'un membre du personnel exerçant une fonction de sélection ou de promotion. »

Art. 41. Dans l'article 63quinquies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive ou bénéficie d'une suspension du prononcé, et ce qu'elle soit ordonnée par une juridiction de jugement ou par une juridiction d'instruction, pour au moins un des faits qui ont justifié la procédure pénale. »

Art. 42. Dans l'article 65 du même décret, tel que modifié par le décret du 8 février 1999 et complété par le décret du 4 mai 2005 et le décret du 13 décembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « un mois » sont remplacés par les mots « trente jours »;

2^o dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « le mois qui suit » sont remplacés par « les trente jours qui suivent ».

Art. 43. Dans l'article 66 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « un mois » sont remplacés par les mots « trente jours »;

2^o les mots « trois mois » sont remplacés par les mots « nonante jours ».

Art. 44. Dans l'article 83 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « d'un mois » sont remplacés par les mots « de trente jours »;

2^o les mots « deux semaines » sont chaque fois remplacés par les mots « quatorze jours ».

Art. 45. Dans l'article 95 du même décret, tel que modifié par le décret du 8 février 1999 et le décret du 17 juillet 2003, le 5° est abrogé.

CHAPITRE XIII. — *Dispositions modifiant le décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 46. Dans l'article 1^{er} du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que complété par le décret du 13 décembre 2007, il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Pour l'application du présent décret, dans le cadre de la mise en œuvre du sous-programme sectoriel « Comenius » du Programme d'Education et de formation tout au long de la vie, les membres du personnel nommés ou engagés à titre temporaire sont assimilés aux membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif. ».

Art. 47. Dans le même décret, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Article 5/1.- § 1^{er}. Un congé ponctuel et déterminé peut être accordé au membre du personnel qui souhaite effectuer une mobilité dans le cadre du sous-programme sectoriel « Comenius » du Programme d'Education et de formation tout au long de la vie.

Par dérogation à l'article 2, sauf opposition expresse et préalable du pouvoir organisateur ou du Gouvernement, ce congé est accordé de plein droit pour la durée de la mobilité concernée lorsque l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie a attribué une bourse au membre du personnel sur demande formulée ou approuvée par le chef d'établissement dont il dépend, ou de son délégué :

1° soit pour suivre des cours de formation continue;

2° soit pour effectuer une visite d'étude et de préparation en vue d'établir un partenariat scolaire Comenius, un partenariat Comenius Regio, un projet de mobilité individuelle des élèves, un projet multilatéral ou un réseau multilatéral.

Par dérogation à l'article 2, sauf opposition expresse et préalable du pouvoir organisateur ou du Gouvernement, ce congé peut être accordé, sur demande formulée ou approuvée par le chef d'établissement dont il dépend, ou de son délégué, par le Directeur de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie ou son délégué lorsque le congé s'inscrit :

1° dans le cadre d'un partenariat scolaire;

2° d'un projet Comenius Régio.

Lorsque le membre du personnel exerce ses fonctions au sein de plusieurs établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française, il veillera à obtenir l'accord de chacun des chefs d'établissement dont il dépend ou de leur délégué.

§ 2. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1^{er}, l'accord écrit et préalable du Service général de l'enseignement organisé par la Communauté française pour l'enseignement organisé par la Communauté française, du pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné par la Communauté française est requis pour toute mobilité effectuée par un chef d'établissement.

L'accord du Service général de l'enseignement organisé par la Communauté française ou du pouvoir organisateur visé à l'alinéa précédent ne peut être donné par le chef d'établissement lui-même en tant que représentant du pouvoir organisateur, sauf si délégation lui a explicitement été donnée pour ce faire.

§ 3. Le congé visé au présent article est rémunéré ou subventionné et assimilé à une période d'activité de service. ».

Art. 48. Dans l'article 17 du même décret, les mots « ou qui s'inscrivent dans le cadre du sous-programme sectoriel « Comenius » du Programme d'Education et de formation tout au long de la vie » sont insérés entre les mots « un mois » et les mots « n'entrent pas dans les quotas ».

CHAPITRE XIV. — *Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

Art. 49. Dans l'article 8, 9°, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les mots « , à la vie relationnelle, affective et sexuelle » sont insérés entre les mots « au devoir de proscrire la violence tant morale que physique, » et les mots « et met en place des pratiques démocratiques de citoyenneté ».

Art. 50. Dans l'article 73, alinéa 2, 6°, du même décret, les mots « , à la vie relationnelle, affective et sexuelle » sont insérés entre les mots « à la santé » et les mots « et à l'environnement. ».

Art. 51. Dans l'article 76 du même décret, tel que modifié par le décret du 5 juillet 2000 et le décret du 3 mars 2004, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice des articles 81, 83, 89 et 91, tout élève mineur est réputé être réinscrit d'année en année dans le même établissement tant que ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale ne notifient pas par écrit leur décision de le désinscrire. Par contre, s'il veut poursuivre sa scolarité dans le même établissement, tout élève qui a atteint l'âge de la majorité est tenu de s'y réinscrire chaque année ».

Art. 52. Dans l'article 80, § 1^{er}, du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Toutefois, sans préjudice des dispositions de l'article 79, paragraphes 1^{er}, 2, 4 et 5, et sauf circonstances exceptionnelles reconnues comme telles par le Ministre, les établissements de la Communauté française ne sont pas tenus d'inscrire, au sein du premier degré comprenant la deuxième année commune, un élève issu d'un autre établissement d'enseignement secondaire qui a été orienté vers une année complémentaire. ».

Art. 53. Dans l'article 88, § 1^{er}, du même décret, il est inséré un alinéa rédigé comme suit entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Toutefois, sans préjudice des dispositions de l'article 79, paragraphes 1^{er}, 2, 4 et 5, et sauf circonstances exceptionnelles reconnues comme telles par le Ministre, un pouvoir organisateur d'un établissement subventionné n'est pas tenu d'inscrire, au sein du premier degré comprenant la deuxième année commune, un élève issu d'un autre établissement d'enseignement secondaire qui a été orienté vers une année complémentaire. ».

CHAPITRE XV. — *Dispositions modifiant le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés*

Art. 54. Dans l'article 1^{er}, § 3, du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, il est inséré un 15^o rédigé comme suit :

« 15^o par « organe de démocratie sociale », il y a lieu d'entendre :

a) soit le conseil d'entreprise;

b) soit, à défaut, la délégation syndicale et le pouvoir organisateur;

c) soit, à défaut, les membres du personnel technique du centre, à l'exception des membres du personnel technique temporaires non engagés pour toute la durée de l'exercice, et le pouvoir organisateur. ».

Art. 55. Dans l'article 95, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o indépendamment de la poursuite ou non de la procédure disciplinaire, le membre du personnel technique fait l'objet d'une condamnation pénale définitive ou bénéficie d'une suspension du prononcé, et ce qu'elle soit ordonnée par une juridiction de jugement ou par une juridiction d'instruction, pour au moins un des faits qui ont justifié la procédure pénale. »

Art. 56. L'article 97, § 1^{er}, du même décret est complété par un 3^o rédigé comme suit :

« 3^o concomitamment à la mise en œuvre d'une procédure de licenciement dudit membre du personnel temporaire ou concomitamment à une procédure de fin d'engagement à titre temporaire d'un membre du personnel exerçant une fonction de promotion. ».

Art. 57. Dans l'article 99, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o le membre du personnel technique fait l'objet d'une condamnation pénale définitive ou bénéficie d'une suspension du prononcé, et ce qu'elle soit ordonnée par une juridiction de jugement ou par une juridiction d'instruction, pour au moins un des faits qui ont justifié la procédure pénale. »

CHAPITRE XVI. — *Dispositions modifiant le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés*

Art. 58. Dans l'article 85, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o indépendamment de la poursuite ou non de la procédure disciplinaire, le membre du personnel technique fait l'objet d'une condamnation pénale définitive ou bénéficie d'une suspension du prononcé, et ce qu'elle soit ordonnée par une juridiction de jugement ou par une juridiction d'instruction, pour au moins un des faits qui ont justifié la procédure pénale. »

Art. 59. L'article 87, § 1^{er}, du même décret est complété par un 3^o rédigé comme suit :

« 3^o concomitamment à la mise en œuvre d'une procédure de licenciement dudit membre du personnel temporaire ou concomitamment à une procédure de fin de désignation d'un membre du personnel exerçant une fonction de promotion. ».

Art. 60. Dans l'article 89, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o le membre du personnel technique fait l'objet d'une condamnation pénale définitive ou bénéficie d'une suspension du prononcé, et ce qu'elle soit ordonnée par une juridiction de jugement ou par une juridiction d'instruction, pour au moins un des faits qui ont justifié la procédure pénale. »

CHAPITRE XVII. — *Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

Art. 61. Dans l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, les mots « examen multidisciplinaire » sont remplacés par les mots « rapport d'inscription ».

Art. 62. Dans l'article 12, du même décret, tel que modifié par le décret du 5 février 2009, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe premier, alinéa 2, 1^o, les mots « , par un office d'orientation scolaire et professionnelle » sont abrogés;

b) dans le paragraphe premier, alinéa 2, 1^o, la dernière phrase commençant par les mots « Les conclusions de cet examen » et finissant par les mots « - l'étude sociale » est remplacée par la phrase suivante :

« Les conclusions des analyses et des examens pluridisciplinaires, consignées dans ce rapport d'inscription, résultent de l'interprétation et de l'articulation dynamique des données médicales, psychologiques, pédagogiques et socio-familiales. »

c) dans le paragraphe 3, les mots « sauf si l'élève est réorienté dans un type différent de celui figurant sur l'attestation initiale » sont insérés entre les mots « nécessairement établi » et les mots « . Néanmoins, à la demande du directeur de l'établissement ».

Art. 63. Dans l'article 148 du même décret, tel que modifié par le décret du 5 février 2009 et le décret du 1^{er} février 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par trois alinéas rédigés comme suit :

« Dans le cadre des intégrations partielles, dans l'enseignement fondamental et secondaire, une partie du capital-périodes peut être utilisée, le cas échéant, pour assurer l'accompagnement de l'élève dans l'école d'enseignement ordinaire.

Dans le cadre de l'intégration temporaire totale, dans l'enseignement fondamental et secondaire, une partie du capital-périodes doit être utilisée pour assurer l'accompagnement de l'élève dans l'école d'enseignement ordinaire.

Les emplois ainsi créés peuvent donner lieu à une nomination ou un engagement à titre définitif. »

2^o dans l'alinéa 2 ancien, devenu alinéa 3, les mots « Cet accompagnement » sont remplacés par les mots « L'accompagnement ».

Art. 64. Dans l'article 158bis, § 4, 1^o, du même décret, tel qu'inséré par le décret du 1^{er} février 2012, le mot « général » est abrogé.

CHAPITRE XVIII. — *Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004 portant organisation du jury de la Communauté française de l'Enseignement secondaire*

Art. 65. Dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 12 mai 2004 portant organisation du jury de la Communauté française de l'Enseignement secondaire, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o le certificat d'enseignement secondaire du premier degré (enseignement secondaire de plein exercice) ».

Art. 66. Dans l'article 5 du même décret, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Par journée de séance, il faut entendre la journée au cours de laquelle les membres du jury valablement constitué selon le prescrit de l'article 3 :

1^o soit font présenter un ou plusieurs examens à un ou plusieurs candidats;

2^o soit prennent part à une délibération, telle que prévue aux articles 24, 25, 45, 46, 49 et 50, relative à un ou plusieurs candidats.

Une journée de séance ne peut être fixée, dans les conditions prévues aux articles 20 et 41, que durant les périodes prévues aux articles 8 et 27. ».

CHAPITRE XIX. — *Disposition modifiant le décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française*

Art. 67. Dans l'article 28 du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 11 février 2011, le paragraphe 8 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le candidat qui accepte l'emploi qui lui est offert le notifie par écrit au pouvoir organisateur dans les huit jours ouvrables de la prise de connaissance de la proposition d'engagement ou dans les dix jours ouvrables de l'envoi de la lettre recommandée. A défaut d'acceptation dans ce délai, il est présumé y renoncer. »

CHAPITRE XX. — *Dispositions modifiant le décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion*

Art. 68. Dans l'article 59, alinéa 1^{er}, du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o indépendamment de la poursuite ou non de la procédure disciplinaire, le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive ou bénéficie d'une suspension du prononcé, et ce qu'elle soit ordonnée par une juridiction de jugement ou par une juridiction d'instruction, pour au moins un des faits qui ont justifié la procédure pénale. »

Art. 69. L'article 61, § 1^{er}, du même décret est complété par un 3^o rédigé comme suit :

« 3^o concomitamment à la mise en œuvre d'une procédure de licenciement dudit membre du personnel temporaire. ».

Art. 70. Dans l'article 63, alinéa 1^{er}, du même décret, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive ou bénéficie d'une suspension du prononcé, et ce qu'elle soit ordonnée par une juridiction de jugement ou par une juridiction d'instruction, pour au moins un des faits qui ont justifié la procédure pénale. »

CHAPITRE XXI. — *Dispositions modifiant le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire*

Art. 71. L'article 29, § 2, alinéa 5, du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, tel qu'inséré par le décret du 30 avril 2009, est complété par la phrase suivante :

« Une copie conforme de cette liste est transmise aux Services du Gouvernement, dans les cinq jours ouvrables qui suivent la décision du jury. »

Art. 72. L'article 36/9, § 2, du même décret, tel qu'inséré par le décret du 30 avril 2009, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le procès-verbal du conseil de classe est consigné dans un registre ad hoc et porte la signature du chef d'établissement et des membres du conseil de classe. Une liste reprenant les résultats des élèves ayant présenté l'épreuve externe commune est jointe au procès-verbal.

Une copie conforme de cette liste est transmise aux Services du Gouvernement, dans les cinq jours ouvrables qui suivent la décision du conseil de classe. »

Art. 73. L'article 36/11 du même décret, tel qu'inséré par le décret du 30 avril 2009, est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Chaque pouvoir organisateur ayant utilisé le Test d'enseignement secondaire supérieur au sein des écoles qu'il organise, transmet les résultats des élèves ayant présenté ce test, aux Services du Gouvernement, dans les cinq jours ouvrables qui suivent la décision du conseil de classe. »

Art. 74. Dans l'article 36/12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, tel qu'inséré par le décret du 30 avril 2009, les mots « au paragraphe précédent » sont remplacés par les mots « à l'article 36/11 ».

CHAPITRE XXII. — *Dispositions modifiant le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté*

Art. 75. L'article 4 du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française est complété par trois tirets rédigés comme suit :

« — Pour l'année civile 2011 : 4.099.000 euros;

— Pour l'année civile 2012 : 5.689.000 euros;

— Pour l'année civile 2013 : 6.749.000 euros. »

Art. 76. Dans le même décret, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Article 5/1. Par dérogation à l'article 5, le nombre de postes de puériculteurs de l'enseignement maternel ordinaire est augmenté de :

- 50 postes complémentaires pour l'année scolaire 2011-2012;
- 50 postes complémentaires pour l'année scolaire 2012-2013. ».

Art. 77. Dans le même décret, il est inséré un article 17/1 rédigé comme suit :

« Article 17/1. Par dérogation à l'article 17, pour ce qui concerne les postes ouverts à nomination dans l'enseignement organisé par la Communauté française pour l'année scolaire 2011-2012, en vertu de l'article 5/1, sauf refus exprès, sont nommés à titre définitif par priorité les puériculteurs désignés en qualité de puériculteur ACS/APE qui sont les mieux classés dans le classement prévu à l'article 28, § 1^{er}, du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française et qui répondent aux conditions prévues à l'article 15.

En cas de refus de nomination d'un puériculteur, conformément à l'alinéa précédent, est nommé à titre définitif le puériculteur ACS/APE qui est immédiatement le suivant dans le classement prévu à l'article 28, § 1^{er}, du décret du 12 mai 2004 précité et qui répond aux conditions prévues à l'article 15.

Les puériculteurs sont nommés à titre définitif par le Gouvernement au 1^{er} septembre 2011 et sont affectés auprès de l'établissement où ils exerçaient, à cette date, leurs fonctions en qualité de puériculteur ACS/APE dans le respect du décret du 12 mai 2004 précité. ».

Art. 78. Dans le même décret, il est inséré un article 27/1 rédigé comme suit :

« Article 27/1. Par dérogation à l'article 27, pour ce qui concerne les postes ouverts à nomination dans l'enseignement officiel subventionné pour l'année scolaire 2011-2012, en vertu de l'article 5/1, sauf refus exprès, sont nommés à titre définitif par priorité les puériculteurs désignés en qualité de puériculteur ACS/APE qui sont les mieux classés dans le classement prévu à l'article 28, § 2, alinéas 3 à 5, du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française et qui répondent aux conditions prévues à l'article 25.

En cas de refus de nomination d'un puériculteur, conformément à l'alinéa précédent, est nommé à titre définitif le puériculteur ACS/APE qui est immédiatement le suivant dans le classement prévu à l'article 28, § 2, du décret du 12 mai 2004 précité et qui répond aux conditions prévues à l'article 25.

Les puériculteurs sont nommés à titre définitif par le Gouvernement au 1^{er} septembre 2011 et sont affectés auprès de l'établissement où ils exerçaient, à cette date, leurs fonctions en qualité de puériculteur ACS/APE dans le respect du décret du 12 mai 2004 précité. ».

Art. 79. Dans le même décret, il est inséré un article 37/1 rédigé comme suit :

« Article 37/1. Par dérogation à l'article 37, pour ce qui concerne les postes ouverts à nomination dans l'enseignement libre subventionné pour l'année scolaire 2011-2012, en vertu de l'article 5/1, sauf refus exprès, sont engagés à titre définitif par priorité les puériculteurs engagés en qualité de puériculteur ACS/APE qui sont les mieux classés dans le classement prévu à l'article 28, § 3, b), du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française et qui répondent aux conditions prévues à l'article 35.

En cas de refus de nomination d'un puériculteur, conformément à l'alinéa précédent, est engagé à titre définitif le puériculteur ACS/APE qui est immédiatement le suivant dans le classement prévu à l'article 28, § 3, du décret du 12 mai 2004 précité et qui répond aux conditions prévues à l'article 35.

Les puériculteurs sont engagés à titre définitif par le Gouvernement au 1^{er} septembre 2011 et sont affectés auprès de l'établissement où ils exerçaient, à cette date, leurs fonctions en qualité de puériculteur ACS/APE dans le respect du décret du 12 mai 2004 précité. ».

CHAPITRE XXIII. — *Disposition modifiant le décret du 14 juillet 2006
relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des Centres psycho-médico-sociaux*

Art. 80. Dans l'article 41, § 3, du décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des Centres psycho-médico-sociaux, les mots « à l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique » sont remplacés par les mots « au service général de l'inspection ».

CHAPITRE XXIV. — *Dispositions modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs*

Art. 81. L'article 21, § 3, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, les attestations de réussites des épreuves visées à l'article 20, § 1^{er}, détenues par les directeurs temporaires dans des emplois temporairement vacants restent valables dans cet emploi jusqu'à la vacance de l'emploi et leur engagement à titre définitif. »

Art. 82. Dans l'article 33, § 7, du même décret, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Toutefois, le membre du personnel qui, au terme de son stage, ne dispose pas des cinq attestations de réussite aux épreuves visées à l'article 20, § 1^{er}, car il n'a pu suivre les différents modules de la formation visés aux articles 17 et 18 en raison d'un manque de places disponibles peut obtenir deux prolongations de six mois de son stage. Dans ce cas, l'évaluation en fin de seconde année du stage est reportée à due concurrence ».

CHAPITRE XXV. — *Dispositions modifiant le décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique*

Art. 83. Dans l'article 5, § 4, alinéa 1^{er}, du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique, les mots « tel que prévue » sont remplacés par les mots « de l'épreuve certificative externe commune au terme de la troisième étape du continuum pédagogique et du test d'enseignement secondaire supérieur tels que prévus ».

Art. 84. Dans l'article 8, § 1^{er}, alinéa 3 du même décret, tel que complété par le décret du 12 décembre 2008 et par le décret du 13 janvier 2011, le 4^o est remplacé par ce qui suit :

« 4^o uniquement dans le cadre d'un changement d'école, un élève en première année primaire, même s'il n'a pas suivi d'enseignement dans la langue de l'immersion au niveau de la dernière année de l'enseignement maternel. ».

CHAPITRE XXVI. — *Disposition modifiant le décret du 7 décembre 2007 organisant la différenciation structurelle au sein du premier degré afin d'amener l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétences*

Art. 85. L'article 18 du décret du 7 décembre 2007 organisant la différenciation structurelle au sein du premier degré afin d'amener l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétences est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Une copie conforme de la liste des élèves ayant obtenu le Certificat d'Etudes de Base en application des paragraphes 2 et 3 est transmise aux Services du Gouvernement, dans les cinq jours ouvrables qui suivent la décision du Conseil de Classe. »

CHAPITRE XXVII. — *Dispositions modifiant le décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 86. Dans l'article 17 du décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 3, le mot « quatre » est remplacé par le mot « six »;

2^o il est inséré un alinéa rédigé comme suit entre l'alinéa 4 et l'alinéa 5 :

« L'élève reste inscrit dans un établissement organisé ou subventionné par la Communauté française ou dans un établissement visé à l'article 3 pendant une année scolaire complète au moins »

Art. 87. L'article 18 du même décret est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« En cas d'échec à l'épreuve présentée conformément à l'alinéa précédent, le mineur soumis à l'obligation scolaire dispose d'un délai d'une année scolaire pour la présenter une nouvelle fois. Durant ce délai, il est soumis à deux reprises à un contrôle du niveau des études organisé de manière individuelle et conformément aux modalités définies à l'article 17, alinéas 1^{er} et 2.

Lorsqu'il a bénéficié de ce délai, le mineur dispose du même délai pour présenter les examens visés aux articles 19 et 20 ».

Art. 88. Dans l'article 21 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou les attestations dans le respect des conditions visées par les articles 18 à 20 » sont remplacés par les mots : « d'études de base dans les délais fixés à l'article 18 et dont les deux contrôles du niveau des études visés à l'article 18, alinéa 2, ont donné lieu à une décision négative de la Commission »;

2^o un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Les personnes responsables inscrivent dans un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Communauté française ou dans un établissement visé à l'article 3 le mineur soumis à l'obligation scolaire et relevant de l'enseignement à domicile qui n'a pas obtenu les attestations dans le respect des conditions visées par les articles 19 et 20. »

Art. 89. L'article 24 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En cas de recours, le délai fixé à l'article 17, alinéa 3, et l'obligation résultant de l'article 17, alinéa 4, sont suspendus. »

CHAPITRE XXVIII. — *Disposition modifiant le décret du 1^{er} février 2012 modifiant certaines dispositions relatives à l'enseignement spécialisé*

Art. 90. Dans l'article 28 du décret du 1^{er} février 2012 modifiant certaines dispositions relatives à l'enseignement spécialisé, les 1^o et 2^o sont abrogés.

CHAPITRE XXIX. — *Entrée en vigueur*

Art. 91. Les articles 5 et 90 entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2012.

Art. 92. Les articles 9 à 12 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2012.

Art. 93. Les articles 24 et 75 à 79 produisent leurs effets le 1^{er} septembre 2011.

Art. 94. Sauf en ce qui concerne les dispositions dont la date d'entrée en vigueur est fixée par les articles 91 à 93, le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2012.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 juillet 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

Notes

(1) *Session 2011-2012.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 380-1. — Amendements de commission, n° 380-2. — Rapport, n° 380-3

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 12 juillet 2012.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 2574

[C – 2012/29352]

12 JULI 2012. — Decreet tot wijziging van verschillende bepalingen inzake leerplichtonderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

Artikel 1. In artikel 24 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals inzonderheid gewijzigd bij het decreet van 8 maart 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden « evenmin voor de toelating tot de subsidiëring van inrichtingen, afdelingen of andere onderafdelingen die voldoen aan de bepalingen genomen ter uitvoering van deze wet » opgeheven;

2° in paragraaf 1, tussen het tweede lid en het derde lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De voorwaarde « één jaar werking » is ook niet vereist voor de toelating tot de subsidiëring van de inrichtingen die werden opgericht met toepassing van artikel 6, § 2, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan. De nadere regels voor de uitbetaling van de subsidies worden door de Regering bepaald. ».

3° paragraaf 2*quinquies* wordt vervangen als volgt :

« § 2*quinquies*. Indien de inrichtende macht zich niet schikt naar artikel 79, paragrafen 2, 3 en 4, in artikel 87, in artikel 88, paragrafen 1 en 3 en in artikel 96, alsook in de bepalingen van afdeling 1/1 van hoofdstuk IX, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt de in § 2 ter bepaalde procedure ingezet. ».

Art. 2. In artikel 36, § 2, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het laatste lid, worden de woorden « of van een ontslagprocedure tegen een tijdelijk personeelslid, » ingevoegd tussen « in het kader van een tuchtprocedure » en « werd genomen » ;

b) het laatste lid wordt aangevuld met een 4°, luidend als volgt :

« 4° op het einde van de ontslagprocedure tegen het tijdelijk personeelslid, wordt de beslissing tot ontslag niet door de inrichtende macht behouden ».

Art. 3. Artikel 36 *bis* van dezelfde wet, zoals ingevoegd door de wet van 11 juli 1973 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 413 van 29 april 1986, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra*

Art. 4. In artikel 20, § 2 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra, zoals vervangen door het koninklijk besluit van 14 augustus 1981, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Artikel 43 van dezelfde wet wordt eveneens op de centra toegepast. »

HOOFDSTUK III. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs*

Art. 5. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 61 van 20 juli 1982, het decreet van 2 april 1996 en aangevuld door het decreet van 24 juli 1997, wordt tussen het eerste lid en het tweede lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het vorige lid, wordt de leerling die definitief wordt uitgesloten, ongeacht het ogenblik van het schooljaar waarop de beslissing wordt genomen, niet als regelmatige leerling beschouwd op 15 januari van het voorafgaande schooljaar in de inrichting die hem heeft uitgesloten, maar wel in de inrichting die, in voorkomend geval, hem na die uitsluiting opneemt. ».

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 houdende wijziging van de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan*

Art. 6. In artikel 7, § 2, van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 houdende wijziging van de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het eerste lid en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De bepalingen van § 1 zijn niet van toepassing op de personeelsleden die een selectieambt of een bevorderingsambt tijdelijk uitoefenen »;

2° in het vroegere tweede lid, dat het derde lid is geworden, worden de woorden « in het vorige lid » vervangen door de woorden « in het eerste lid ».

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 184 van 30 december 1982 tot vaststelling van de wijze waarop voor de Rijksinstituten voor gespecialiseerd onderwijs en de opvangtehuizen van het Rijk de ambten worden bepaald van het paramedisch personeel en van het personeel, toegekend in het kader van het internaat*

Art. 7. In hoofdstuk III van het koninklijk besluit nr. 184 van 30 december 1982 tot vaststelling van de wijze waarop voor de Rijksinstituten voor gespecialiseerd onderwijs en de opvangtehuizen van het Rijk de ambten worden bepaald van het paramedisch personeel en van het personeel, toegekend in het kader van het internaat, wordt een artikel 15/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 15/1. Binnen de perken van het lestijdenpakket, kan het ambt van psycholoog in de categorie van het psychologisch personeel worden opgericht ».

Art. 8. In hoofdstuk III van hetzelfde koninklijk besluit, wordt een artikel 15/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 15/2. Het uurrooster van het paramedisch, sociaal, psychologisch, administratief en opvoedend hulppersoneel wordt bepaald als volgt :

1° de psychologen, maatschappelijke assistenten en studiemeesters-opvoeders van internaten werken 36 tot 38 uren per week;

2° de kinderverzorgsters, de logopedisten, de kinesisten, de verpleegsters en ergotherapeuten werken 32 tot 36 uren per week;

3° de klerk-typisten, de rekenplichtigen en de rekenplichtig correspondenten werken 38 uren per week ».

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra*

Art. 9. In artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 20 december 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het achtste lid, worden de woorden « 30e dag » vervangen door de woorden « 90e dag »;

2° in het negende lid, worden de woorden « 1 juni » vervangen door de woorden « 1 april »;

3° in het tiende lid, worden de woorden « 15 juli » vervangen door de woorden « 15 juni ».

Art. 10. In artikel 10 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals vervangen door het decreet van 19 juli 1993, aangevuld door het decreet van 22 december 1994 en gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2005 en het decreet van 20 december 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het zevende lid, worden de woorden « 1 juni » vervangen door de woorden « 1 april »;

2° in het achtste lid, worden de woorden « 15 juli » vervangen door de woorden « 15 juni ».

Art. 11. In artikel 10 duodecies, § 4, van hetzelfde koninklijk besluit, zoals ingevoegd door het decreet van 20 december 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « 30e dag » vervangen door de woorden « 90e dag »;

2° in het tweede lid, worden de woorden « 1 juni » vervangen door de woorden « 1 april »;

3° in het derde lid, worden de woorden « 15 juli » vervangen door de woorden « 15 juni ».

Art. 12. In artikel 10 octodecies van hetzelfde koninklijk besluit, zoals ingevoegd door het decreet van 20 december 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het zesde lid, worden de woorden « 1 juni » vervangen door de woorden « 1 april »;

2° in het zevende lid, worden de woorden « 15 juli » vervangen door de woorden « 15 juni ».

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs*

Art. 13. In artikel 4 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs, zoals aangevuld door het decreet van 20 juli 2006, wordt 18° vervangen door wat volgt :

« 18° bevolkingsdichtheid van een gemeente : de bevolkingsdichtheid van een gemeente, zoals die bekendgemaakt wordt door de Federale Overheidsdienst Economie.

Vanaf het schooljaar 2012-2013, wordt de in aanmerking te nemen bevolkingsdichtheid voor een periode van 5 schooljaren vastgesteld. De referentiedichtheid is die van 1 januari die met twee jaar voorafgaat aan het begin van de periode van 5 schooljaren.

De bevolkingsdichtheid die in aanmerking te nemen is voor een school met verschillende vestigingen over verschillende gemeenten wordt vastgesteld op grond van de volgende berekening : de totale bevolking van die gemeenten wordt gedeeld door de totale oppervlakte, uitgedrukt in km².

Voor een vestigingsplaats is de in aanmerking te nemen bevolkingsdichtheid die van de gemeente waar die vestiging werkelijk gelegen is ».

Art. 14. In artikel 15 van hetzelfde koninklijk besluit, wordt paragraaf 2 aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Het vorige lid is niet van toepassing op de scholen die gelegen zijn in de zone of in de zonegedeelten bedoeld bij artikel 2 bis van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving. »

Art. 15. Artikel 19 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals aangevuld door het decreet van 20 juli 2006, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Dit artikel is niet van toepassing op de scholen die gelegen zijn in de zone of in de zonegedeelten bedoeld bij artikel 2bis van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving. »

HOOFDSTUK VIII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs*

Art. 16. Artikel 15, § 3, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, wordt aangevuld met drie leden, luidend als volgt :

« Voor de berekening van de in de vorige leden bedoelde begeleidingstijden, worden de leerlingen in aanmerking genomen die op 15 januari van het vorige schooljaar ingeschreven zijn en die op die datum, voor de vorige twaalf maanden, voldoen aan de voorwaarden in verband met het regelmatige volgen van de cursussen en stages of overeenkomsten binnen de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs waarin ze ingeschreven zijn.

De begeleidingstijden voor het centrum voor alternerend onderwijs en vorming bedoeld in het vorige lid, blijven aan het centrum toegekend in geval van definitieve uitsluiting van de leerling uit de samenwerkende schoolinrichting voor gespecialiseerd onderwijs of als het contract na 15 januari van het vorige schooljaar beëindigd wordt.

Het derde lid en het vierde lid zijn niet van toepassing op het gewoon secundair onderwijs ».

HOOFDSTUK IX. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 juli 1991 betreffende het middagtoezicht in het gewoon en gespecialiseerd lager en kleuteronderwijs*

Art. 17. Artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 juli 1991 betreffende het middagtoezicht in het gewoon en gespecialiseerd lager en kleuteronderwijs wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van het vorige lid, zijn de bepalingen van dit besluit niet van toepassing op de scholen voor gespecialiseerd onderwijs van type 5, met uitzondering van de leerlingen die niet behoren tot een ziekenhuisvoorziening en die niettemin onder dat type onderwijs ressorteren ».

Art. 18. In artikel 2, 2°, en in artikel 3, § 1, van hetzelfde besluit, wordt het woord « regelmatig » telkens vóór de woorden « ingeschreven leerlingen » gevoegd.

Art. 19. In artikel 4 van hetzelfde besluit, wordt 1° vervangen als volgt :

« 1° een gedrag hebben dat aan de eisen van het ambt beantwoordt ».

Art. 20. Artikel 5 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van 11 mei 1999, het besluit van de Regering van 8 november 2001 en het decreet van 13 december 2007, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 5. Het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of de inrichtende macht of haar afgevaardigde, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, ontvangt een dotatie of een subsidie met het oog op de bezoldiging van de personen aan wie het/zij het middagtoezicht toevertrouwt, met inachtneming van de voorschriften van dit besluit. »

Art. 21. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 6. De dotatie of de subsidie bedoeld in artikel 5 van dit besluit bedraagt 5 EUR per uur.

Dat bedrag wordt jaarlijks op 1 januari geïndexeerd op grond van het indexcijfer van de consumptieprijzen, met als referentie-index die van de maand januari 2006 ».

Art. 22. In artikel 8 van hetzelfde besluit, worden de woorden « verificatiediensten van het departement » vervangen door de woorden « Diensten van de Regering ».

Art. 23. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 9. De dotaties en subsidies bedoeld in de artikelen 5 en 6 worden uitbetaald op overlegging van een prestatieaantekening, opgemaakt door het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of door de inrichtende macht of haar afgevaardigde, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en aan de Diensten van de Regering uiterlijk meegedeeld op 30 september van het schooljaar volgend op dat gedurende hetwelk het middagtoezicht werd uitgeoefend.

Zo niet, dan worden de dotaties of subsidies niet toegekend ».

HOOFDSTUK X. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

Art. 24. In artikel 5 ter, § 8, eerste lid, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt 1° aangevuld met de woorden « volgens de structuur die in deze inrichtingen bestond op 1 oktober van het voorlaatste schooljaar voorafgaand aan de fusie of de herstructurering; ».

Art. 25. Artikel 19 van hetzelfde decreet, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2011, wordt aangevuld met een paragraaf 6, luidend als volgt :

« § 6. De normen die vereist zijn voor de oprichting van het eerste gemeenschappelijke jaar, van het eerste jaar van de tweede of de derde graad van het algemeen onderwijs, het technisch doorstromingsonderwijs, het kwalificatie-kunstonderwijs, het beroepsonderwijs, het doorstromingskunstonderwijs en het kwalificatiekunstonderwijs, moeten op 1 oktober van het oprichtingsjaar bereikt zijn.

De normen die vereist zijn voor de oprichting van een optie moeten op 1 oktober van het oprichtingsjaar bereikt zijn. ».

HOOFDSTUK XI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs*

Art. 26. Artikel 74, § 2, tweede lid, van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs wordt vervangen door de volgende leden :

« De definitieve beslissing wordt door de inrichtende macht binnen de maand volgend op de ontvangst van het advies genomen.

Ze vermeldt het met redenen omkleed advies van de raad van beroep. Ze wordt zelf met redenen omkleed, indien ze ofwel van het advies ofwel van de motivatie ervan afwijkt.

De inrichtende macht geeft kennis van haar beslissing aan de raad van beroep en aan de verzoeker. ».

Art. 27. In artikel 81, § 1, van hetzelfde decreet, wordt het vierde lid opgeheven.

Art. 28. In artikel 89, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt 3° vervangen als volgt :

« 3° ongeacht het al dan niet inzetten van de tuchtprocedure, wordt tegen het personeelslid een definitieve veroordeling tot straf uitgesproken of krijgt het personeelslid het voordeel van een schorsing van de uitspraak, of ze wordt bevolen door een vonnisgerecht of door een onderzoeksgerecht, voor ten minste één van de feiten die de strafrechtelijke procedure hebben gerechtvaardigd. »

Art. 29. Artikel 90 bis, § 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 3°, luidend als volgt :

« 3° gelijktijdig met het inzetten van een procedure voor afdanking van het tijdelijk personeelslid of gelijktijdig met een procedure om een einde te maken aan de tijdelijke aanstelling van een personeelslid dat een selectieambt of een bevorderingsambt uitoefent. ».

Art. 30. In artikel 90^{quater}, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt 2° vervangen als volgt :

« 2° tegen het personeelslid een definitieve veroordeling tot straf wordt uitgesproken of het personeelslid het voordeel van een schorsing van de uitspraak krijgt, of ze wordt bevolen door een vonnisgerecht of door een onderzoeksgerecht, voor ten minste één van de feiten die de strafrechtelijke procedure hebben gerechtvaardigd. »

HOOFDSTUK XII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs*

Art. 31. In de Franse tekst wordt het opschrift van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs vervangen als volgt : « Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ».

Art. 32. In artikel 3, eerste lid, van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, worden de woorden « artikel 100, § 3, » vervangen door de woorden « artikel 100bis ».

Art. 33. In artikel 4, 2°, derde lid, van hetzelfde decreet, in de Franse tekst, worden de woorden « au mois » vervangen door de woorden « au moins ».

Art. 34. In artikel 27bis, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « drie maanden » vervangen door de woorden « negentig dagen ».

Art. 35. In artikel 30, § 1, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid en het vierde lid worden vervangen door twee leden, luidend als volgt :

« Het inrichtingshoofd of een pedagogisch afgevaardigde van de inrichtende macht stelt, uiterlijk op 31 oktober, een dienstverslag op, overeenkomstig de door de centrale paritaire commissie nader te bepalen regels, dat de betrokkene voor visum wordt voorgelegd.

Indien het personeelslid acht dat de inhoud van het verslag niet gegrond is, vermeldt het dit door het verslag te viseren en, binnen de tien werkdagen volgend op de ontvangst van dat verslag, heeft het het recht een beroep voor de raad van beroep bedoeld in artikel 75 in te dienen. Het personeelslid dat zijn beroepsrecht gebruikt deelt er onmiddellijk een afschrift van aan zijn inrichtende macht mee. »

2° in het vijfde lid, worden de woorden « plaatselijke paritaire commissie » vervangen door de woorden « raad van beroep »;

3° tussen het vijfde lid en het zesde lid worden drie leden ingevoegd, luidend als volgt :

« De raad van beroep geeft de inrichtende macht zijn advies binnen een termijn van 45 dagen vanaf de datum van ontvangst van het beroep.

De inrichtende macht neemt haar beslissing binnen een termijn van 30 dagen vanaf de ontvangst van het advies bedoeld in het vorige lid en deelt haar beslissing mee aan de raad van beroep en aan het personeelslid. In voorkomend geval, vermeldt de inrichtende macht de redenen waarom het advies van de raad van beroep niet werd gevolgd.

Als ze zich niet binnen de vereiste termijn uitsprekt, wordt de beslissing geacht in overeenstemming met het advies te zijn. »

Art. 36. In de artikelen 36bis, 36ter en 36quater, worden de woorden « één maand » telkens vervangen door de woorden « dertig dagen ».

Art. 37. In artikel 60 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 5, eerste lid, 1°, worden de woorden « artikel 70 » vervangen door de woorden « artikel 65, § 2bis, »;

2° in paragraaf 6, eerste lid, worden de woorden « drie maanden » vervangen door de woorden « negentig dagen ».

Art. 38. In artikel 61, tweede lid, 5°, van hetzelfde decreet, wordt « 5° » ingevoegd tussen het woord « 4° » en het woord « 6° ».

Art. 39. In artikel 62, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 1°, wordt het woord « 5° » ingevoegd tussen het woord « 4° » en het woord « 6° »;

b) 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° ongeacht het al dan niet inzetten van de tuchtprocedure, wordt tegen het personeelslid een definitieve veroordeling tot straf uitgesproken of krijgt het personeelslid het voordeel van een schorsing van de uitspraak, of ze wordt bevolen door een vonnisgerecht of door een onderzoeksgerecht, voor ten minste één van de feiten die de strafrechtelijke procedure hebben gerechtvaardigd. »

Art. 40. Artikel 63 ter, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 3°, luidend als volgt :

« 3° gelijktijdig met het inzetten van een procedure voor afdanking van het tijdelijk personeelslid of gelijktijdig met een procedure om een einde te maken aan de tijdelijke aanstelling van een personeelslid dat een selectieambt of een bevorderingsabt uitoefent. ».

Art. 41. In artikel 63 quinquies, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt 2° vervangen als volgt :

« 2° tegen het personeelslid een definitieve veroordeling tot straf wordt uitgesproken of het personeelslid het voordeel van een schorsing van de uitspraak krijgt, of ze wordt bevolen door een vonnisgerecht of door een onderzoeksgerecht, voor ten minste één van de feiten die de strafrechtelijke procedure hebben gerechtvaardigd. »

Art. 42. In artikel 65 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999 en aangevuld door het decreet van 4 mei 2005 en het decreet van 13 december 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden « één maand » vervangen door de woorden « dertig dagen »;

2° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden « binnen de maand na » vervangen door de woorden « binnen dertig dagen na ».

Art. 43. In artikel 66 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° worden de woorden « één maand » vervangen door de woorden « dertig dagen »;

2° worden de woorden « drie maanden » vervangen door de woorden « negentig dagen ».

Art. 44. In artikel 83 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden « één maand » vervangen door de woorden « dertig dagen »;

2° de woorden « twee weken » worden telkens door de woorden « veertien dagen » vervangen.

Art. 45. In artikel 95 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999 en het decreet van 17 juli 2003, wordt 5° opgeheven.

HOOFDSTUK XIII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs*

Art. 46. In artikel 1 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, zoals aangevuld door het decreet van 13 december 2007, wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de toepassing van dit decreet, in het kader van de toepassing van het sectoraal subprogramma « Comenius » van het Programma voor een leven lang leren, worden de tijdelijk benoemde of aangeworven personeelsleden gelijkgesteld met de in vast verband benoemde of aangeworven personeelsleden. ».

Art. 47. In hetzelfde decreet wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 5/1. § 1. Een welbepaald verlof kan worden toegekend aan het personeelslid dat mobiliteit wil verrichten in het kader van het sectoraal subprogramma « Comenius » van het Programma voor een leven lang leren.

In afwijking van artikel 2, behoudens uitdrukkelijke en voorafgaande weigering van de inrichtende macht of de Regering, wordt dat verlof van rechtswege toegekend voor de duur van de betrokken mobiliteit, wanneer het « Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie » (Franstalig Agentschap voor een leven lang leren) het personeelslid een beurs heeft toegekend op een aanvraag die wordt geformuleerd of goedgekeurd door het inrichtingshoofd waaronder het ressorteert, of diens afgevaardigde :

1° ofwel om cursussen voortgezette opleiding te volgen :

2° ofwel om een studie- en voorbereidingsbezoek te verrichten met het oog op een Comenius Schoolpartnerschap, een Comenius Regio Partnerschap, een project voor de individuele mobiliteit van de leerlingen, een multilateraal project of een multilateraal netwerk.

In afwijking van artikel 2, behoudens uitdrukkelijke en voorafgaande weigering van de inrichtende macht of de Regering, wordt dat verlof toegekend op een aanvraag die wordt geformuleerd of goedgekeurd door het inrichtingshoofd waaronder het ressorteert, of diens afgevaardigde, door de Directeur van het « Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie » (Franstalig Agentschap voor een leven lang leren), of diens afgevaardigde, wanneer het verlof wordt toegekend :

1° in het kader van een schoolpartnerschap;

2° in het kader van een Comenius regio project.

Wanneer het personeelslid zijn ambt uitoefent binnen verschillende door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen, moet het de toestemming van elk van de inrichtingshoofden waaronder het ressorteert of van hun afgevaardigde krijgen.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van paragraaf 1, is de schriftelijke en voorafgaande toestemming van de algemene dienst voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, van de inrichtende macht, voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, vereist voor elke mobiliteit die door een inrichtingshoofd wordt verricht.

De toestemming van de algemene dienst voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of van de inrichtende macht bedoeld in het vorige lid kan niet worden gegeven door het inrichtingshoofd zelf als vertegenwoordiger van de inrichtende macht, behalve als hem uitdrukkelijk delegatie werd verleend om dit te doen.

§ 3. Het in dit artikel bedoelde verlof wordt bezoldigd of gesubsidieerd en met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld. ».

Art. 48. In artikel 17 van hetzelfde decreet, worden de woorden « of dat wordt toegekend in het kader van het sectoraal subprogramma « Comenius » van het Programma voor een leven lang leren » na de woorden « niet te boven gaat » gevoegd.

HOOFDSTUK XIV. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren

Art. 49. In artikel 8, 9°, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de woorden « , tot het relationele, affectieve en seksuele leven » ingevoegd tussen de woorden « moreel geweld uit te sluiten » en « en maakt een aanvang ».

Art. 50. In artikel 73, tweede lid, 6°, van hetzelfde decreet worden de woorden « opvoeding tot het relationele, affectieve en seksuele leven » ingevoegd tussen de woorden « mediaopvoeding » en »gezondheid ».

Art. 51. In artikel 76 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 5 juli 2000 en het decreet van 3 maart 2004, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Onverminderd de artikelen 81, 83, 89 en 91, wordt iedere minderjarige leerling geacht elk jaar in dezelfde inrichting opnieuw ingeschreven te zijn, zolang zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent niet schriftelijk hun beslissing meedelen zijn inschrijving ongedaan te maken. Daarentegen, als een leerling die meerderjarig is geworden, in dezelfde inrichting verder wil studeren, moet hij er zich elk jaar opnieuw inschrijven. »

Art. 52. In artikel 80, § 1, van hetzelfde decreet, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Onverminderd de bepalingen van artikel 79, paragrafen 1, 2, 4 en 5, zijn de inrichtingen van de Franse Gemeenschap, behalve in uitzonderlijke omstandigheden als dusdanig erkend door de minister, niet verplicht een leerling van een andere secundaire onderwijsinstelling die naar een aanvullend jaar werd gericht, in te schrijven in de eerste graad met het tweede gemeenschappelijk jaar. »

Art. 53. In artikel 88, § 1, van hetzelfde decreet, wordt een lid tussen het eerste lid en het tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Onverminderd de bepalingen van artikel 79, paragrafen 1, 2, 4 en 5, is een inrichtende macht van een gesubsidieerde inrichting, behalve in uitzonderlijke omstandigheden als dusdanig erkend door de minister, niet verplicht een leerling van een andere secundaire onderwijsinstelling die naar een aanvullend jaar werd gericht, in te schrijven in de eerste graad met het tweede gemeenschappelijk jaar. »

HOOFDSTUK XV. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra

Art. 54. In artikel 1, § 3, van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, wordt een 15° ingevoegd, luidend als volgt :

« 15° dient te worden verstaan onder « orgaan voor sociale democratie » :

a) ofwel de ondernemingsraad;

b) ofwel, bij ontstentenis daarvan, de vakbondsafvaardiging en de inrichtende macht;

c) ofwel, bij ontstentenis daarvan, de leden van het technisch personeel van het centrum, met uitzondering van de tijdelijke leden van het technisch personeel die niet voor de gehele duur van het dienstjaar aangeworven zijn, en de inrichtende macht. ».

Art. 55. In artikel 95, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt 3° vervangen als volgt :

« 3° ongeacht het al dan niet inzetten van de tuchtprocedure, wordt tegen het personeelslid een definitieve veroordeling tot straf uitgesproken of krijgt het personeelslid het voordeel van een schorsing van de uitspraak, of ze wordt bevolen door een vonnisgerecht of door een onderzoeksgerecht, voor ten minste één van de feiten die de strafrechtelijke procedure hebben gerechtvaardigd. »

Art. 56. Artikel 97, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 3°, luidend als volgt :

« 3° gelijktijdig met het inzetten van een procedure voor afdanking van het tijdelijk personeelslid of gelijktijdig met een procedure om een einde te maken aan de tijdelijke aanstelling van een personeelslid dat een selectieambt of een bevorderingsambt uitoefent. ».

Art. 57. In artikel 99*quinquies*, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt 2° vervangen als volgt :

« 2° tegen het technisch personeelslid een definitieve veroordeling tot straf wordt uitgesproken of het personeelslid het voordeel van een schorsing van de uitspraak krijgt, of ze wordt bevolen door een vonnisgerecht of door een onderzoeksgerecht, voor ten minste één van de feiten die de strafrechtelijke procedure hebben gerechtvaardigd. »

HOOFDSTUK XVI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra*

Art. 58. In artikel 85, § 1, eerste lid, van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra, wordt 3° vervangen als volgt :

« 3° ongeacht het al dan niet inzetten van de tuchtprocedure, wordt tegen het personeelslid een definitieve veroordeling tot straf uitgesproken of krijgt het personeelslid het voordeel van een schorsing van de uitspraak, of ze wordt bevolen door een vonnisgerecht of door een onderzoeksgerecht, voor ten minste één van de feiten die de strafrechtelijke procedure hebben gerechtvaardigd. »

Art. 59. Artikel 87, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 3°, luidend als volgt :

« 3° gelijktijdig met het inzetten van een procedure voor afdanking van het tijdelijk personeelslid of gelijktijdig met een procedure om een einde te maken aan de tijdelijke aanstelling van een personeelslid dat een bevorderingsambt uitoefent. ».

Art. 60. In artikel 89, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt 2° vervangen als volgt :

« 2° tegen het technisch personeelslid een definitieve veroordeling tot straf wordt uitgesproken of het personeelslid het voordeel van een schorsing van de uitspraak krijgt, of ze wordt bevolen door een vonnisgerecht of door een onderzoeksgerecht, voor ten minste één van de feiten die de strafrechtelijke procedure hebben gerechtvaardigd. »

HOOFDSTUK XVII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 61. In artikel 2, § 1, eerste lid, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, worden de woorden « multidisciplinair examen » vervangen door de woorden « inschrijvingsverslag ».

Art. 62. In artikel 12 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 5 februari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1, tweede lid, 1°, worden de woorden « door een dienst voor school- en beroepsoriëntatie » opgeheven;

b) in paragraaf 1, tweede lid, 1°, wordt de laatste zin, die begint met de woorden « De conclusies van dat multidisciplinair onderzoek » en eindigt met de woorden » - de sociale studie » vervangen door de volgende zin :

« De conclusies van de multidisciplinaire analyses en onderzoeken, die in dat inschrijvingsverslag vervat zijn, vloeien voort uit de interpretatie en de wisselwerking van de medische, psychologische, pedagogische en sociaal-familiale gegevens. »

c) in paragraaf 3, worden de woorden « behalve als de leerling heroriënteerd wordt naar een type dat verschillend is van het type dat vermeld wordt op het oorspronkelijke attest » gevoegd na de woorden « hoeft geen nieuw inschrijvingsverslag te worden opgemaakt ».

Art. 63. In artikel 148 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 5 februari 2009 en het decreet van 1 februari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door drie leden, luidend als volgt :

« In het kader van de gedeeltelijke integratie, in het basis- en secundair onderwijs, kan een deel van het lestijdenpakket in voorkomend geval worden aangewend om te zorgen voor de begeleiding van de leerling in de school voor gewoon onderwijs.

In het kader van de totale tijdelijke integratie, in het basis- en secundair onderwijs, moet een deel van het lestijdenpakket worden gebruikt om te zorgen voor de begeleiding van de leerling in de school voor gewoon onderwijs.

De aldus gecreëerde betrekkingen kunnen leiden tot een benoeming of een aanwerving in vast verband. »

2° in het vroegere tweede lid, dat het derde lid is geworden, worden de woorden « Die begeleiding » vervangen door de woorden « De begeleiding. ».

Art. 64. In artikel 158bis, § 4, 1°, van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 1 februari 2012, wordt het woord « algemeen » opgeheven.

HOOFDSTUK XVIII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het Secundair Onderwijs*

Art. 65. In artikel 1, § 1, eerste lid, van het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het Secundair Onderwijs, wordt het punt 1° vervangen door hetgeen volgt :

« 1° het getuigschrift secundair onderwijs van de eerste graad (secundair onderwijs met volledig leerplan) ».

Art. 66. In artikel 5 van hetzelfde decreet, wordt tussen het eerste lid en het tweede lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Onder zittingsdag wordt verstaan de dag gedurende dewelke de leden van de examencommissie samengesteld overeenkomstig wat in artikel 3 voorgeschreven wordt :

1° ofwel één of meerdere examens afnemen van één of meerdere kandidaten;

2° ofwel aan een beraadslaging deelnemen, zoals bedoeld bij de artikelen 24, 25, 45, 46, 49 en 50, betreffende één of meerdere kandidaten.

Een zittingsdag kan enkel plaatshebben gedurende de lestijden bedoeld bij de artikelen 8 en 27 en met inachtneming van de voorwaarden bepaald bij de artikelen 20 en 41. ».

HOOFDSTUK XIX. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap*

Art. 67. In artikel 28 van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 11 februari 2011, wordt paragraaf 8 aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De geslaagde die de betrekking aanvaardt die hem aangeboden wordt, geeft er schriftelijk kennis van aan de inrichtende macht binnen de acht werkdagen na de kennisgeving van het voorstel tot aanwerving of binnen de tien werkdagen na de zending van de aangetekende brief. Bij gebrek aan aanvaarding binnen deze termijn wordt hij geacht erop te verzaken. ».

HOOFDSTUK XX. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst*

Art. 68. In artikel 59, eerste lid, van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst wordt het punt 3° vervangen door hetgeen volgt :

« 3° ongeacht het al dan niet inzetten van de tuchtprocedure, wordt tegen het personeelslid een definitieve veroordeling tot straf uitgesproken of krijgt het personeelslid het voordeel van een schorsing van de uitspraak, of ze wordt bevolen door een vonnisgerecht of door een onderzoeksgerecht, voor ten minste één van de feiten die de strafrechtelijke procedure hebben gerechtvaardigd. »

Art. 69. Artikel 61, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 3°, luidend als volgt :

« 3° gelijktijdig met het inzetten van een procedure voor afdanking van het tijdelijk personeelslid. ».

Art. 70. In artikel 63, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt het punt 2° vervangen als volgt :

« 2° tegen het personeelslid een definitieve veroordeling tot straf wordt uitgesproken of het personeelslid het voordeel van een schorsing van de uitspraak krijgt, of ze wordt bevolen door een vonnisgerecht of door een onderzoeksgerecht, voor ten minste één van de feiten die de strafrechtelijke procedure hebben gerechtvaardigd. »

HOOFDSTUK XXI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs*

Art. 71. Artikel 29, § 2, vijfde lid, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, zoals ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, wordt aangevuld met de volgende zin :

« Er wordt een voor eensluidend verklaard afschrift van deze lijst aan de Diensten van de Regering binnen de vijf werkdagen na de beslissing van de examencommissie toegestuurd. ».

Art. 72. Artikel 36/9, § 2, van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« Het proces-verbaal van de klassenraad wordt opgenomen in een ad hoc register en draagt de handtekening van het inrichtingshoofd en van de leden van de klassenraad. Een lijst met de resultaten van de leerlingen die de gemeenschappelijke externe proef hebben afgelegd, wordt bij het proces-verbaal gevoegd.

Er wordt een voor eensluidend verklaard afschrift van deze lijst aan de Diensten van de Regering toegestuurd binnen de vijf werkdagen na de beslissing van de klassenraad.

Art. 73. Artikel 36/11 van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

« § 3. Iedere inrichtende macht die de Test voor het hoger secundair onderwijs in de scholen die hij inricht, heeft gebruikt, zendt de resultaten van de leerlingen die deze test hebben afgelegd aan de Diensten van de Regering over binnen de vijf werkdagen na de beslissing van de klassenraad. ».

Art. 74. In artikel 36/12, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, worden de woorden « bij het vorige lid » vervangen door de woorden « bij artikel 36/11 ».

HOOFDSTUK XXII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd*

Art. 75. Artikel 4 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd, wordt aangevuld met drie streepjes, luidend als volgt :

- « - Voor het burgerlijk jaar 2011 : 4.099.000 euro;
- Voor het burgerlijk jaar 2012 : 5.689.000 euro;
- Voor het burgerlijk jaar 2013 : 6.749.000 euro. ».

Art. 76. In hetzelfde decreet wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 5/1. In afwijking van artikel 5 wordt het aantal posten van kinderverzorger van het gewoon kleuteronderwijs verhoogd met :

- 50 aanvullende posten van kinderverzorger voor het schooljaar 2011-2012;
- 50 aanvullende posten van kinderverzorger voor het schooljaar 2012-2013. ».

Art. 77. In hetzelfde decreet wordt een artikel 17/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 17/1. In afwijking van artikel 17, wat betreft de posten die open zijn voor een benoeming in het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap voor het schooljaar 2011-2012, krachtens artikel 5/1, behoudens uitdrukkelijke weigering, worden bij voorrang in vast verband benoemd, de kinderverzorgers aangewezen als GECO/APE die in de rangschikking bedoeld bij artikel 28, § 1, van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van

de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap, best geplaatst zijn en die aan de voorwaarden bedoeld bij artikel 15 voldoen.

Ingeval de benoeming van een kinderverzorger geweigerd wordt, overeenkomstig het vorige lid, wordt in vast verband benoemd, de GECO/APE kinderverzorger die onmiddellijk volgt in de rangschikking bedoeld bij artikel 28, § 1, van het voornoemde decreet van 12 mei 2004 en die aan de voorwaarden bepaald bij artikel 15 voldoet.

De kinderverzorgers worden in vast verband op 1 september 2011 door de Regering benoemd en worden aangewezen bij de inrichting waar ze, op deze datum, hun ambt bekleedden als GECO/APE verzorger met inachtneming van het voornoemde decreet van 12 mei 2004. ».

Art. 78. In hetzelfde decreet wordt een artikel 27/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 27/1. In afwijking van artikel 27, wat betreft de posten die open zijn voor een benoeming in het gesubsidieerd officieel onderwijs voor het schooljaar 2011-2012, krachtens artikel 5/1, behoudens uitdrukkelijke weigering, worden bij voorrang in vast verband benoemd de kinderverzorgers aangewezen als GECO/APE die in de rangschikking bedoeld bij artikel 28, § 2, derde tot vijfde lid, van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap, best geplaatst zijn en die aan de voorwaarden bedoeld bij artikel 25 voldoen.

Ingeval de benoeming van een kinderverzorger geweigerd wordt, overeenkomstig het vorige lid, wordt in vast verband benoemd, de GECO/APE kinderverzorger die onmiddellijk volgt in de rangschikking bedoeld bij artikel 28, § 2, van het voornoemde decreet van 12 mei 2004 en die aan de voorwaarden bepaald bij artikel 25 voldoet.

De kinderverzorgers worden in vast verband op 1 september 2011 door de Regering benoemd en worden aangewezen bij de inrichting waar ze, op deze datum, hun ambt bekleedden als GECO/APE verzorger met inachtneming van het voornoemde decreet van 12 mei 2004. ».

Art. 79. In hetzelfde decreet wordt een artikel 37/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 37/1. In afwijking van artikel 37, wat betreft de posten die open zijn voor een benoeming in het gesubsidieerd vrij onderwijs voor het schooljaar 2011-2012, krachtens artikel 5/1, behoudens uitdrukkelijke weigering, worden bij voorrang in vast verband benoemd, de kinderverzorgers aangewezen als GECO/APE die in de rangschikking bedoeld bij artikel 28, § 3, b), van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap, best geplaatst zijn en die aan de voorwaarden bedoeld bij artikel 35 voldoen.

Ingeval de benoeming van een kinderverzorger geweigerd wordt, overeenkomstig het vorige lid, wordt in vast verband benoemd, de GECO/APE kinderverzorger die onmiddellijk volgt in de rangschikking bedoeld bij artikel 28, § 3, van het voornoemde decreet van 12 mei 2004 en die aan de voorwaarden bepaald bij artikel 35 voldoet.

De kinderverzorgers worden op 1 september 2011 door de Regering in vast verband benoemd en worden aangewezen bij de inrichting waar ze, op deze datum, hun ambt bekleedden als GECO/APE verzorger met inachtneming van het voornoemde decreet van 12 mei 2004. ».

HOOFDSTUK XXIII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 14 juli 2006 betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslag van de psycho-medisch-sociale centra*

Art. 80. In artikel 41, § 3, van het decreet van 14 juli 2006 betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslag van de psycho-medisch-sociale centra, worden de woorden « aan het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek » vervangen door de woorden « aan de Algemene inspectiedienst ».

HOOFDSTUK XXIV. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van directeurs*

Art. 81. Artikel 21, § 3, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van directeurs wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« In afwijking van het vorige lid blijven de slaagattesten voor de proeven bedoeld bij artikel 20, § 1, waarover de tijdelijke directeurs in de tijdelijk vacante betrekkingen beschikken, geldig in deze betrekking tot de vacantverklaring van de betrekking en hun aanwerving in vast verband. ».

Art. 82. In artikel 33, § 7, van hetzelfde decreet, wordt een lid, luidend als volgt, ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

« Nochtans kan het personeelslid dat, op het einde van zijn stage, niet over de vijf slaagattesten beschikt voor de proeven bedoeld bij artikel 20, § 1, omdat hij de verscheidene opleidingsmodules bedoeld bij de artikelen 17 en 18 niet heeft kunnen volgen als gevolg van een gebrek aan beschikbare plaatsen, twee verlengingen van zes maanden van zijn stage bekomen. In dat geval wordt de evaluatie op het einde van het tweede stagejaar tot passend beloop uitgesteld. »

HOOFDSTUK XXV. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs*

Art. 83. In artikel 5, § 4, eerste lid, van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs worden de woorden « zoals bepaald » vervangen door de woorden « van de gemeenschappelijke externe kwalificatieproef op het einde van de derde stap van het pedagogische continuüm en van de test van het hoger secundair onderwijs zoals bepaald ».

Art. 84. In artikel 8, § 1, derde lid, van hetzelfde decreet, zoals aangevuld bij het decreet van 12 december 2008 en het decreet van 13 januari 2011, wordt het punt 4° vervangen door hetgeen volgt :

« 4° enkel in het kader van een schoolverandering, een leerling in het eerste jaar lager onderwijs, zelfs als hij geen onderwijs heeft gevolgd in de taalbadtaal op het niveau van het laatste jaar van het kleuteronderwijs. ».

HOOFDSTUK XXVI. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 7 december 2007 houdende organisatie van de structurele differentiatie in de eerste graad om alle leerlingen de mogelijkheid te geven om de basisvaardigheden te verwerven*

Art. 85. Artikel 18 van het decreet van 7 december 2007 houdende organisatie van de structurele differentiatie in de eerste graad om alle leerlingen de mogelijkheid te geven om de basisvaardigheden te verwerven, wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

« § 4. Er wordt een voor eensluidend verklaard afschrift van de lijst van de leerlingen die het Basisstudiegetuigschrift hebben behaald met toepassing van de paragrafen 2 en 3 aan de Diensten van de Regering overgezonden, binnen de vijf werkdagen die op de beslissing van de Klassenraad volgen. ».

HOOFDSTUK XXVII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht buiten het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 86. In artikel 17 van het decreet van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht buiten het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid wordt het woord « vier » vervangen door het woord « zes »;

2° er wordt een lid, luidend als volgt, ingevoegd tussen het vierde en het vijfde lid :

« De leerling blijft ingeschreven in een inrichting georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of in een inrichting bedoeld bij artikel 3 gedurende minstens een volledig schooljaar. ».

Art. 87. Artikel 18 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« Als de minderjarige leerling voor de proef afgenomen overeenkomstig het vorige lid zakt, dan beschikt hij over een termijn van één schooljaar om de proef opnieuw af te leggen. Binnen deze termijn wordt hij twee keer aan een controle van het studieniveau op individuele basis en met inachtneming van de nadere regels bepaald bij artikel 17, eerste en tweede lid, onderworpen.

Wanneer de minderjarige deze termijn heeft genoten, beschikt hij over dezelfde termijn om de examens bedoeld bij de artikelen 19 en 20 af te leggen. « .

Art. 88. In artikel 21 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « of de attesten niet verkregen heeft met inachtneming van de voorwaarden bedoeld bij de artikelen 18 tot 20 » vervangen door de woorden « van basisstudies binnen de bij artikel 18 bepaald termijnen niet verkregen heeft en voor wie de controles van het studieniveau bedoeld bij artikel 18, tweede lid, hebben geleid tot een negatieve beslissing van de Commissie »;

2° een lid, luidend als volgt, wordt ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

« De personen die verantwoordelijk zijn voor de minderjarige die leerplichtig is en die onder het thuisonderwijs ressorteert terwijl hij de attesten niet bekomen heeft met inachtneming van de voorwaarden bepaald bij de artikelen 19 en 20, schrijven hem in een schoolinrichting georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of in een inrichting bedoeld bij artikel 3 in ».

Art. 89. Artikel 24 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« In geval van beroep worden de termijnen bepaald bij artikel 17, derde lid, en de leerplicht voortvloeiend uit artikel 17, vierde lid, opgeschort. ».

HOOFDSTUK XXVIII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 1 februari 2012 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 90. In artikel 28 van het decreet van 1 februari 2012 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het gespecialiseerd onderwijs worden de punten 1° en 2° opgeheven.

HOOFDSTUK XXIX. — *Inwerkingtreding*

Art. 91. De artikelen 5 en 90 treden op 1 juli 2012 in werking.

Art. 92. De artikelen 9 tot 12 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2012.

Art. 93. De artikelen 24 en 75 tot 79 hebben uitwerking met ingang van 1 september 2011.

Art. 94. Behoudens wat betreft de bepalingen waarvan de inwerkingtreding bepaald wordt door de artikelen 91 tot 93, treedt dit decreet op 1 september 2012 in werking.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 juli 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,

A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2011-2012*

Stukken van het Parlement.— Ontwerp van het decreet, nr. 380-1. — Commissieamendementen, nr. 380-2. — Verslag, nr.380-3

Integraal verslag.— Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 juli 2012.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 2575

[C – 2012/29342]

12 JUILLET 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant prorogation de l'accord de coopération du 10 octobre 2008 entre la Communauté française et la Région wallonne en matière de soutien à la scolarité pour les jeunes présentant un handicap

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 1^{er}, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er};

Vu l'accord de coopération du 10 octobre 2008 entre la Communauté française et la Région wallonne en matière de soutien à la scolarité pour les jeunes présentant un handicap, notamment son article 8;

Vu le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;

Vu le décret de la Région wallonne du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu le décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services pour adultes destinés aux personnes handicapées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 juin 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juillet 2012;

Considérant, après l'évaluation prévue à l'article 8 de l'accord de coopération, l'importance de proroger l'accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne en matière de soutien à la scolarité pour les jeunes présentant un handicap;